

Burundi/France : C'est l'histoire de dix ânes...

Anadolu Agency, 29/05/2018 La polémique enfle au Burundi après que la France a offert 10 ânes à des villageois du centre du pays. Une "insulte", selon certains Burundais Il est des présents qui peuvent être mal interprétés, voire même qui peuvent susciter la colère de ceux qui les reçoivent.

C'est ce qui s'est produit, ces derniers jours, au Burundi, après que la France a, par le biais d'une association locale, offert dix ânes à des villageois du centre du pays. « Une insulte », selon Bujumbura, qui a qualifié ce don de « insulte ». Insulte au point que le ministre burundais de l'Environnement, de l'Agriculture et de l'Élevage Déo Guide Rurema, a ordonné, le retrait immédiat des dix ânes offerts par une ONG locale OGENA-Burundi à la population de la commune Nyarusange, province Gitega, dans le centre du pays (à quelque 100 km de Bujumbura). « Ces animaux doivent être acheminés au centre de quarantaine de Mugina, commune Mabanda dans la province de Makamba au sud du pays », a précisé le ministre, via une correspondance datée de dimanche, à l'endroit de l'administrateur communal de Nyarusange, et dont Anadolu a eu connaissance. Selon le ministre, cette distribution n'aurait pas respecté les procédures techniques de distribution des animaux exotiques en milieu rural. Version officielle. -Une polémique qui ne cesse d'enfler En réalité, cette correspondance est intervenue quatre jours après que l'Ambassadeur de France au Burundi, Laurent Delahousse, se soit rendu dans la commune pour le lancement officiel du projet : « Création d'un centre d'élevage des ânes dans la province de Gitega ». Sur son compte officiel twitter, le ministre s'était réjoui de l'introduction de la « Land Cruiser du règne animal au Burundi ». Des propos qui ont toutefois pas été du goût des Burundais qui ont largement fait savoir sur les réseaux sociaux, n'hésitant pas à qualifier ce don de « insulte au peuple burundais ». Pour le président de la Ligue des droits de l'Homme Izere (Espoir), François-Xavier Ndaruzaniye, « le Burundi a pas besoin d'ânes surtout avec la symbolique de cet animal : le manque d'intelligence ». Ce militant des droits humains, proche du pouvoir, estime en effet que « le don d'ânes par l'ambassade de France constitue une humiliation du peuple burundais, un projet fantaisiste ». D'autres sont allés plus loin, indiquant que cela vise même le président de la République. « Si ce test avait réussi, l'étape suivante aurait été de tenter d'en offrir un au président Pierre Nkurunziza », a ainsi écrit, sur son compte twitter, Steve De Cliff, un professeur d'Universités. Avant d'ajouter : « Malheureusement, très peu de gens savent qu'il est facile de greffer à un animal une puce GPS liée à un satellite de localisation ». Face à cette polémique qui enfle, Laurent Delahousse, ambassadeur de France au Burundi a tenu à se justifier. « Pardon mais l'ambassade de France n'a pas été chercher les ânes : nous avons simplement financé un projet qui nous a été soumis par une ONG burundaise ». L'ambassadeur français précise ailleurs que toutes les procédures ont été respectées. Des propos qui concordent, effectivement, avec une lettre du secrétariat permanent dudit ministère datant du 06 octobre 2016 et dont Anadolu a eu copie.

« Je marque mon accord pour l'importation de dix ânes en provenance de la Tanzanie pour le compte de l'association OGENA-Burundi », avait écrit Séverin Bagorikunda, secrétaire permanent à ce ministère. Jointe par Anadolu, ce mardi, Marceline Mbeshiminywe, présidente d'OGENA-Burundi, a préféré ne pas commenter la polémique mais a toutefois confié que celle-ci s'inscrivait dans le cadre de la détérioration des relations entre Paris et Bujumbura. Pour les villageois, principaux concernés par ce don, il s'agit d'une grande perte. « C'est vraiment un coup de massue. On espérait avoir reçu des animaux capables de nous aider dans le transport des récoltes, d'eau, des marchandises, etc. Et voilà, que tout vient de tomber dans l'eau », se lamente C.H, une bénéficiaire de Nyarusange. Elle craint ailleurs que même les 40 vaches octroyées par l'ambassade de France via cette ONG, leurs soient retirées. Aucun commentaire, du côté du gouvernement burundais à ce sujet, n'a pu être obtenu. Depuis avril 2015, qui marque la décision du président, Pierre Nkurunziza, de briguer un 3ème mandat illégal et contesté par l'opposition, la société civile et une partie de son propre camp, les relations entre le Burundi et certains pays de l'Union européenne (UE) dont la France ne cessent de se détériorer. Pour pousser les autorités burundaises à dialoguer avec l'opposition, l'UE a pris la décision, depuis le 14 mars 2016, de suspendre son aide directe au gouvernement burundais, une mesure restrictive valable jusqu'au 31 octobre 2018.

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});